

*L'Adresse*

sont essentielles pour les parents uniques et pour un grand nombre de familles où les deux parents travaillent.

• (1610)

L'Accord de libre-échange restreint la capacité du Canada de préserver son environnement naturel en nous obligeant à continuer à vendre aux États-Unis un pourcentage des quantités d'énergie sous toutes les formes que nous leur avons vendues par le passé, sans tenir compte de l'incidence de ces ventes sur notre environnement ni de nos besoins. En effet, selon l'Accord de libre-échange, le Canada pourra subventionner les industries d'exploration pétrolières et gazières si cela profitera aux sociétés américaines, qui en récolteront la plupart des produits et des emplois.

L'accord permet également de brader notre eau potable et nous empêche de protéger nos sols, nos eaux et notre air des pesticides qui sont importés des États-Unis où les normes régissant la protection de l'environnement sont moins élevées.

L'Accord de libre-échange et la déréglementation sont en train de détruire nos systèmes de transport et de communications est-ouest. Il y a une semaine, les camionneurs étaient ici pour nous le rappeler. Les entreprises de transport par autocar et par avion sont touchées de la même façon. Les systèmes de transport est-ouest sont essentiels pour le Canada.

Qui seront les prochaines victimes? Notre souveraineté en matière de vie culturelle, notre contrôle national sur la propriété intellectuelle ainsi que notre autorité sur nos activités militaires et notre défense. Les quelques industries canadiennes de la publication, de la radiodiffusion et du spectacle éprouvent déjà de sérieuses difficultés.

Mais le président Bush n'est pas encore satisfait. D'après lui, les infimes mesures prises par le Canada pour faire respecter les restrictions à l'investissement dans le domaine culturel constituent des «pommes de discorde» qui devront être supprimées dans le cadre des négociations entre les États-Unis, le Canada et le Mexique. En guise de prélude à l'Accord de libre-échange, les droits de brevet concernant les médicaments d'ordonnance ont augmenté. Ils coûtent maintenant des centaines de millions, voire des milliards de dollars aux Canadiens, mais le président Bush veut, pour les sociétés transnationales, un droit de regard complet sur tous ces droits de brevet.

Même si l'on invoque généralement l'Accord de libre-échange pour empêcher le Canada de subventionner les industries manufacturières, ce qui permettrait d'aider les régions les plus pauvres de notre pays, comme la Consti-

tution le prévoit, une charmante exception permet à Ottawa de subventionner la fabrication d'armes. Or, bon nombre des entreprises qui fabriquent des armes appartiennent à des intérêts américains.

Parce qu'il a envoyé nos bateaux et nos avions prendre part à la guerre de M. Bush dans le Golfe, le premier ministre Mulroney est autorisé à participer, avec les présidents Bush et Salinas, aux pourparlers sur un libre-échange nord-américain, afin de céder la partie de notre indépendance économique, militaire et politique à laquelle il n'a pas renoncé il y a trois ans.

Qu'attendait le Canada de l'Accord de libre-échange? Qu'éitions-nous censés en tirer, selon le gouvernement? On nous a surtout dit qu'en échange d'une réduction de nos barrières tarifaires et autres, nous aurions un meilleur accès au marché américain et que les barrières de l'autre côté de la frontière seraient probablement réduites elles aussi.

Est-ce ce que nous avons obtenu? Non. Sur les 16 décisions rendues à propos de différends aux termes de cet accord commercial, 15 ont été favorables aux États-Unis. Une seule a été favorable au Canada et elle fait actuellement l'objet d'une contestation auprès des tribunaux fédéraux américains, en dehors du cadre de l'Accord de libre-échange.

Le projet de loi adopté après la signature de l'Accord de libre-échange modifie ce dernier à l'avantage des États-Unis, mais l'accord empêche le Parlement et les autres assemblées législatives du Canada de prendre des mesures qui iraient à son encontre.

L'Accord de libre-échange permet donc aux sociétés et au gouvernement des États-Unis de diriger le Canada en partie, mais l'inverse n'est pas vrai. Autrement dit, l'Accord de libre-échange ne vise pas principalement le commerce. C'est un accord qui a été conclu sous la contrainte, le rejet des exportations canadiennes par les Américains devenant de plus en plus pénible. L'accord a été offert, et le premier ministre s'est empressé de le conclure. Il ne concerne pas surtout les droits de douanes, car nos droits de douane sont déjà faibles et à la baisse. C'est principalement un traité inégal qui donne aux Américains un droit de regard sur l'économie canadienne, droit de regard qui se faisait de plus en plus marqué au fil des années, mais qui n'avait jamais atteint le niveau prévu dans l'Accord de libre-échange.

Autrement dit, la Maison blanche garde le Canada en fidéicommissaire pour les multinationales ayant leur administration centrale aux États-Unis.

Un autre passage du discours du Trône est encore plus ironique, et je cite: